



Politique européenne, Accès aux marchés internationaux

La Suisse, bientôt un fournisseur risqué?

21.05.2026

D'un coup d'oeil

- Le débat sur les exportations de matériel militaire dépasse largement les seules ventes d'armes.
- Derrière ces règles se joue aussi l'avenir d'une partie de l'industrie helvétique.

Aujourd'hui, certains Etats hésitent à acheter suisse. Pas parce que nos technologies de sécurité et défense seraient mauvaises. Souvent, c'est même l'inverse. Le problème vient surtout de restrictions à l'exportation extrêmement rigides, y compris avec des pays européens. On le sait, le monde est en train de changer brutalement : retour de la guerre sur le continent, réarmement, tensions commerciales... Dans ce contexte, Berlin, Paris ou Rome veulent pouvoir compter rapidement sur du matériel, des composants ou des pièces de rechange en cas de crise.

Parlement

C'est précisément ce que la récente révision votée au Parlement cherche à corriger. Le but est d'éviter que des partenaires de confiance cessent progressivement d'intégrer des technologies à croix blanche dans leurs équipements. Le texte sur lequel le peuple sera amené à se prononcer ne supprime ni les contrôles ni les interdictions existantes. Les exportations vers des États violant gravement les droits humains restent interdites. Chaque vente de matériel militaire reste soumise à l'autorisation de Berne. L'objectif est donc très ciblé.

Savoir-faire

Mais c'est aussi la sécurité et la souveraineté de la Suisse qui sont en jeu. Être neutre, c'est aussi pouvoir se défendre soi-même. Et donc conserver certains savoir-faire industriels ici. Nombre de fabricants développent en effet des technologies « à double usage », utiles autant à la sécurité qu'à l'économie civile. Or, il ne faut pas l'oublier, la souveraineté commence aussi dans les usines.

La présente opinion a paru dans le GHI/Lausanne Cité du 21 mai 2026.



Arnaud Midez

Responsable de projets Économie extérieure